

## Dénigrés par les rois de la tech, les diplômés restent pourtant une valeur sûre

Charlotte Bozonnet

**Alimentées par le sentiment de déclassement d'une partie de la jeunesse, davantage frappée par le chômage, les critiques contre des études longues se multiplient. Venu des Etats-Unis, ce courant trouve un écho en France.**

Interrogé lors d'une conférence en novembre 2025, Sam Altman, le visage de ChatGPT, se disait « envieux des étudiants de la génération Z qui ont abandonné leurs études ». « C'est fou le nombre de choses que vous pouvez construire aujourd'hui et la liberté intellectuelle que ces jeunes peuvent avoir. (...) Les opportunités sont tellement grandes », expliquait le PDG de l'entreprise OpenAI. Lui-même a abandonné ses études à l'âge de 19 ans, comme d'autres prodiges de la tech : Bill Gates et Mark Zuckerberg ont, à des époques différentes, quitté Harvard. Le jeune milliardaire Alexandr Wang, patron de l'intelligence artificielle chez Meta, a abandonné le prestigieux Massachusetts Institute of Technology à l'âge de 19 ans. Autant de parcours hors norme souvent cités en exemple pour montrer que l'on réussirait aussi bien, et même mieux, libéré du carcan de l'université.

En France, le livre *Ne faites plus d'études. Apprendre autrement à l'ère de l'IA*, paru en 2025 aux éditions Buchet-Chastel, sonne comme un avertissement autant que comme la promesse d'une nouvelle ère. Les auteurs, Laurent Alexandre, militant du transhumanisme (mouvement qui vise à « augmenter l'homme » par la technologie) et interlocuteur régulier de Jordan Bardella (Rassemblement national), et Olivier Babeau, essayiste et professeur à l'université de Bordeaux, y décrètent tout bonnement la mort du diplôme. « Longtemps, les études supérieures furent la voie royale vers l'ascension sociale. (...) Dans le monde qui se dessine, ce diplôme ne vaut plus rien », peut-on lire sous leur plume. Et plus loin : « Pendant des siècles, étudier était le meilleur investissement possible. Ce monde-là est mort. »

Des prises de position qui arrivent dans un contexte d'attaques politiques contre les universités, en France comme aux Etats-Unis, accusées par la droite et l'extrême droite de propager des thèses « woke » et « islamo-gauchistes ». Alors, les diplômés universitaires sont-ils devenus inutiles, en particulier dans un monde sous l'influence de l'intelligence artificielle ?

Insertion incertaine

Si ce discours trouve, en partie, un écho au sein de l'opinion publique, c'est qu'être titulaire d'un diplôme universitaire ne semble plus être la garantie de trouver rapidement un emploi à la hauteur de ses ambitions. Aux Etats-Unis, le taux de chômage des jeunes diplômés (22-27 ans) a atteint 5,8 % au printemps 2025, dépassant la moyenne nationale. Les raisons avancées : le ralentissement de la reprise post-Covid 19, les incertitudes liées à l'élection de Donald Trump et le développement de l'IA dans certains secteurs. En France, l'insertion des diplômés d'un bac + 5 se complique aussi. Selon l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), les recrutements de cadres débutants ont baissé de 19 % entre 2023 et 2024, et devraient chuter de nouveau de 16 % en 2025.

La défiance vis-à-vis des diplômés du supérieur se nourrit également du sentiment de déclassement ressenti par une partie de la jeunesse, qu'éclaire le rapport « Jeunesse d'hier et d'aujourd'hui : le grand déclassement ? », publié en octobre 2025 par le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan. Il observe, d'un côté, une impressionnante montée en qualifications : un jeune sur deux est aujourd'hui diplômé du supérieur – le chiffre était de un sur cinq au milieu des années 1970. De l'autre, une insertion professionnelle plus incertaine qu'autrefois, des difficultés accrues pour se loger (à titre d'exemple, en trente ans, la durée moyenne des emprunts immobiliers est passée de quatorze à vingt-trois ans), des salaires qui ont moins progressé que ceux des actifs plus âgés, et des diplômés moins rentables qu'avant, surtout pour les catégories intermédiaires (bac + 2).

Reste, souligne Philippe Lemistre, chercheur au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), que,

« contrairement à l'argumentaire souvent avancé, le niveau de diplôme est de plus en plus protecteur contre le chômage et demeure la meilleure porte d'accès au statut de cadre ».

### Hyperspécialisation

Ainsi, pour la génération sortie du système scolaire en 2017 et interrogée en 2020 par le Céreq, le taux de chômage était de 50 % pour les non-diplômés, de 23 % pour les diplômés du secondaire, de 12 % pour les diplômés du supérieur court, de 9 % pour les bac + 5 et de 4 % pour les titulaires d'un doctorat. Entre les générations 1998 et 2017, le taux de chômage des diplômés de master est passé de 6 % à 10 % alors qu'à la même période (entre 2005 et 2010) le nombre d'inscrits en master à l'université doublait. S'agissant du niveau d'embauche, 66 % des diplômés de master de la génération 1998 étaient cadres trois ans après leur sortie ; 61 % dans la génération 2017. De quoi relativiser la « catastrophe annoncée sur la valeur des diplômés », commente M. Lemistre.

Pour l'économiste, une partie des attaques actuelles contre les diplômés universitaires est à mettre sur le compte d'une conception adéquationniste de la formation – les études doivent répondre aux besoins du marché du travail –, encore très forte en France. « Selon ce raisonnement, il suffirait de spécialiser les gens afin de les rendre immédiatement employables, à un moindre coût. C'est aussi un discours qui accompagne le développement de l'IA : on n'aurait plus besoin de l'université, celle-ci serait has been, car trop généraliste, il faudrait des hyperspécialisations. Sauf que, dans la réalité, l'adéquation entre la formation reçue par les diplômés et le type d'emploi occupé baisse. On a surtout besoin de gens qui vont avoir les capacités de s'adapter à différentes spécialisations », développe M. Lemistre.

Autre argument avancé : l'IA permettrait à chacun de se former, bien mieux que tous les cours magistraux du monde. « La machine nous connaîtra, elle saura nos façons d'apprendre, nos lacunes et nos forces », fait valoir Olivier Babeau, pour qui l'IA fonctionnera comme « un professeur particulier, qui est, on le sait, la meilleure façon d'apprendre. On va pouvoir amener tout le monde au maximum de ses capacités ».

### Question de démocratie

« Il est naïf de croire que l'empreinte de l'origine sociale va disparaître avec l'IA », rétorque Philippe Lemistre. « Les usages d'Internet ne sont pas socialement neutres. Tout le monde n'y a pas le même accès, ni les mêmes capacités à les manier. On l'a bien vu au moment de la crise du Covid, avec des étudiants qui allaient se connecter au Wi-Fi dans des fast-foods pour pouvoir travailler », rappelle Annabelle Allouch, maîtresse de conférences en sociologie à l'université de Picardie-Jules Verne, spécialisée dans les questions d'éducation, en réponse à l'ouvrage d'Olivier Babeau.

« C'est un mouvement de pensée qui considère que la fin justifie les moyens. Or, dans l'apprentissage, les moyens comptent autant que la fin : il faut apprendre à trouver les informations, à les hiérarchiser, à problématiser, à s'exprimer en public », souligne l'enseignante, pour qui, « pédagogiquement, l'IA a un apport nul si son usage n'est pas maîtrisé ». « Au-delà de la valeur des diplômes, cela pose une question de démocratie : l'enseignement supérieur est là pour former des citoyens capables d'esprit critique face à des machines qui ne sont pas neutres », conclut-elle.

La désaffection pour les formations universitaires serait-elle avant tout déclarative, l'expression d'une inquiétude dans une période malmenée ? Dans un article du magazine américain *The Atlantic*, publié le 6 janvier et intitulé « The College Backlash Is a Mirage » (« la remise en question de l'université est un mirage »), la journaliste Rose Horowitz explique ainsi, chiffres à l'appui : « Les Américains sont plus pessimistes que jamais s'agissant de la valeur des diplômes, mais les inscriptions continuent d'augmenter. » En 2013, 70 % des adultes interrogés déclaraient qu'une formation universitaire était « très importante » contre 35 % cette année. A comparer aux 2 millions de bachelors (licence) délivrés en 2023, contre 1,6 million en 2010. « Même si les Américains déclarent aux sondeurs que l'université ne vaut pas le coup, leur comportement suggère qu'ils reconnaissent toujours la valeur d'un diplôme pour eux-mêmes et leurs enfants. Et ils ont raison de le faire », conclut l'article. En France aussi, le diplôme reste une valeur sûre, et l'éducation la priorité des familles.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0UZiles43Hadh-K3scAAAnY\_uilMlnM6M-lhERgVou3USFmjpL0BKYOisj-BWe8ZXioD0HNzChq91h7cNIEJ5KOANWQ2

**news·20260130·LMF·edd×cmofr×c20260130×c66647034401467**